

**Union européenne - Migration -
Effondrement du viaduc à Gênes -
élections européennes Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec "Europe 1"
(Paris, 22 août 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau...

R - Bonjour.

Q - Merci d'être avec nous en direct ce matin, vous êtes ministre des affaires européennes, vous serez tout à l'heure au Conseil des ministres de rentrée après deux semaines de pause, mais pour ce qui est de l'Europe je crois pouvoir dire qu'il n'y a pas eu vraiment de vacances?

R - Non, il y en a rarement, et puis il y a des sujets forts qui ont été présents cet été : la question des migrants, cela n'était pas inattendu, et la question de l'Aquarius. Aujourd'hui, il y a un autre bateau qui a accosté sur les côtes italiennes.

Q - Vous vous attendiez à ce que l'Aquarius "perturbe" vos congés d'été ?

R - Oh, on ne va pas dire les choses comme ça. Ce que l'on sait, c'est que l'été est un moment où il y a davantage de tentatives de traversée par les migrants et les demandeurs d'asile. On se doutait donc qu'il y aurait des sauvetages en mer et on redoutait des difficultés avec l'Italie qui se sont concrétisées. On a pu les surmonter puisque finalement, concernant l'Aquarius, on a trouvé une solution où un certain nombre de pays européens -y compris l'Italie -ont accepté de jouer la solidarité, la France aussi a pris toute sa part.

Q - Mais on s'est rendus compte qu'on avait dû gérer une fois de plus un cas particulier, autrement dit il n'y a pas d'organisation européenne claire pour ce genre de situation?

R - Il y en a une, mais qui est contestée par l'Italie aujourd'hui, c'est ce que nous regrettons.

Q - Donc, ça ne fonctionne pas?

R - Nous cherchons une solution pérenne, ça fonctionne à chaque fois avec l'implication de tous les gouvernements au cas par cas : quand l'Aquarius a accosté à Valence, quand d'autres

bateaux ont accosté à Malte. Cette fois-ci encore ça a fonctionné. La France a, à chaque fois, pris sa part de demandeurs d'asile. Mais ce que nous cherchons c'est une solution pérenne et ce que nous cherchons, c'est remettre en vigueur le droit de la mer, faire en sorte que des malheureux qui ont déjà traversé souvent la Libye dans des conditions atroces, qui ont failli se noyer en Méditerranée, ne doivent pas attendre des jours avant de savoir où ils vont accoster. Et puis il y a tout le reste, il y a tout ce sur quoi on s'est mis d'accord en juin au Conseil européen : aider davantage les pays d'origine des migrants économiques, les pays de transit; renforcer nos frontières, tout ça c'est en cours, et tout cela ça marche : il y a 80% d'arrivées en moins en 2018 par rapport à 2017. Il faut faire en sorte que chacun prenne ses responsabilités et accepte la solidarité avec les autres pays européens.

Q - La France n'accueillera jamais dans un de ses ports un bateau comme l'Aquarius, ce sera toujours laissé aux Espagnols ou aux Maltais ?

R - Le principe du droit international de la mer c'est qu'en cas de sauvetage, puisque c'est de ça dont il s'agit - les bateaux des ONG effectuent des sauvetages en mer avec des gens qui sont en train de se noyer -, il faut amener les gens dans le port sûr le plus proche, soit par définition l'Italie, Malte, l'Espagne qui en accueille un certain nombre. Mais ce que nous avons proposé depuis juin et ce que nous mettons en oeuvre, c'est une solidarité européenne immédiate dont nous prenons notre part, c'est-à-dire que ce n'est pas parce que vous ouvrez votre port que tous les réfugiés ou tous les migrants qui sont sur le bateau vont arriver et rester chez vous -la France a pris sa part, l'Espagne a pris sa part, d'autres pays européens l'ont fait -c'est ce que nous sommes prêts à continuer à faire.

Q - Nathalie Loiseau, vous représentiez la France le week-end dernier à Gênes, lors de la cérémonie pour les victimes de l'effondrement du viaduc Morandi, est-ce que cette catastrophe déclenche une sorte d'alerte ou de vigilance sur l'état de nos infrastructures?

R - La vigilance nous l'avions déjà puisqu'Isabelle Borne avait demandé...

Q - La ministre des Transports.

R - Un audit sur les infrastructures routières, audit dont les conclusions ont été rendues en juillet; elle avait aussi décidé d'augmenter les crédits destinés à la maintenance des routes et des ponts, donc nous sommes parfaitement à jour sur la cartographie de notre système routier et de nos ponts -nous n'avons aucun pont fabriqué comme l'avait été le viaduc de Gênes - et cette capacité que nous avons d'inspecter régulièrement les ponts qui demandent réparation nous permet de commencer l'entretien sur les réparations les plus urgente. Il y n'y a aucune urgence inquiétante, mais il y a un travail à faire qui est déjà entamé.

Q - Nathalie Loiseau, ministre des affaires européennes, nous sommes sur Europe 1. 15 mois après son élection Emmanuel Macron est-il toujours l'Européen qui voulait transformer l'Union ? Quelles vont être les premières avancées concrètes du fait que l'Europe bouge ?

R - Plus que jamais, parce que l'Union européenne a besoin de se transformer. Nous sommes

face à des défis qui demandent une réponse européenne. On vient parler d'immigration, on le sait, ce n'est pas chacun individuellement, chaque pays européen, qui pourra traiter le défi migratoire ; on peut parler de la Défense, on est dans un monde de plus en plus instable, depuis six mois on a avancé en matière d'Europe de la Défense comme on ne l'avait pas fait en 60 ans...

Q - C'est-à-dire ?

R - C'est-à-dire qu'on a créé un fonds pour pouvoir financer des capacités opérationnelles européennes de Défense, c'est-à-dire aussi que nous avons mis en place des projets de coopération entre pays européens en matière de Défense, ce qu'on a appelé la "Schengen militaire" par exemple, faire en sorte que les troupes, les matériels militaires puissent circuler partout en Europe sans difficulté. Et nous allons faire de nouvelles propositions à la rentrée. En matière sociale, on a réformé le régime des travailleurs détachés. C'est la première fois qu'on a une avancée sociale aussi nette dans l'Union européenne. Nous ne voulons pas nous résigner à ce que l'Union européenne, ce soit le nivellement social par le bas, bien au contraire.

Q - Les élections européennes c'est donc en mai, dans neuf mois, ce sera le vrai test pour savoir si la vision européenne d'Emmanuel Macron est partagée par les Français ?

R - Ce sera un test plus large que celui-là, entre les progressistes, ceux qui veulent une Europe ambitieuse qui protège les citoyens, qui se fait respecter sur la scène internationale et ceux qui croient au repli sur soi, les nationalistes, donc effectivement nous porterons avec Emmanuel Macron, avec la majorité, une ambition forte pour l'Europe.

Q - Certains partis ont déjà leur tête de liste, leur chef de file, qu'en est-il de La République En Marche ?

R - Il y a très peu de partis en France et plus largement en Europe qui ont déjà choisi leur tête de liste...

Q - Europe Ecologie Les Verts par exemple.

R - Voilà quelques partis, j'allais dire aujourd'hui plutôt minoritaires, les grands partis ne les ont pas encore décidés-il n'y a pas d'urgence. L'urgence, c'est consolider la plateforme, le programme et rassembler autour d'un programme tous ceux qui croient en une Europe réformée, qui ont une ambition exigeante pour l'Europe.

Q - Est-ce que les listes s'appelleront La République En Marche ou autre chose, l'Europe en marche ?

R - Non, enfin on n'en est pas encore là, mais ça sera plutôt une liste large qui...

Q - Cela veut dire avec des alliances, peut-être avec le Centre droit, faire des listes larges?

R - Ecoutez, pourquoi pas, en tout cas à partir du moment où on porte les mêmes idées autant les porter ensemble.

Q - Donc, le macronisme c'est le Centre droit finalement ?

R - Pas nécessairement, c'est beaucoup plus que ça, c'est une vision qui est partie du discours de La Sorbonne en septembre de l'année dernière avec énormément de propositions, ça n'est pas être euro-béat, ça n'est pas être satisfait de la manière dont fonctionne l'Union européenne aujourd'hui, ça n'est pas forcément être fédéraliste comme certains de nos adversaires nous décrivent à tort, c'est penser qu'il y a des enjeux : la lutte contre le terrorisme, contre le réchauffement climatique, la mondialisation, la révolution numérique, la Défense, qui justifient qu'on travaille aussi au niveau européen de manière efficace entre Etats qui portent les mêmes ambitions.

Q - Nathalie Loiseau, 83% des Français ne vous connaissent pas selon l'enquête de l'Ifop pour Le Journal du Dimanche, ça fait mal d'être ministre depuis 15 mois et d'être quasiment inconnue ?

R - Absolument pas, ma priorité c'est de faire mon travail et faire mon travail c'est être partout en Europe. Je passe en général une journée par semaine, celle du mercredi -qui me donne le plaisir d'être avec vous - parce qu'il y a conseil des ministres à Paris, le reste du temps je vais défendre nos positions auprès de nos partenaires Européens et puis je fais aussi le tour de France avec les consultations citoyennes sur l'Europe, donc je rencontre des milliers et des milliers de Français, mon but ce n'est pas d'avoir ma tête partout dans les journaux c'est d'être efficace et de faire avancer les projets que nous portons avec le président de la République.

Q - On attend les premiers arbitrages budgétaires là à l'issue du conseil des ministres, est-ce qu'il y a du gras par exemple de votre ministère ?

R - Tout ministère vous dira il n'y a pas de gras et c'est vrai que le ministère des affaires étrangères a fait des efforts depuis 20 ans et qu'on porte une politique ambitieuse de présence, d'influence partout dans le monde, qui soutient de nos entreprises, qui protège nos citoyens...

Q - On coupe ou on ne coupe pas ?

R - Ce que nous voulons éviter, ce que le Gouvernement veut éviter, c'est ce qui a été fait trop longtemps, trop souvent, c'est-à-dire la politique du rabet : on prend un petit peu dans chaque ministère et on évite de se fixer des priorités, la réunion d'arbitrage budgétaire qui aura lieu cet après-midi est là pour fixer un cap clair, des priorités, effectivement la croissance est moins forte que prévue, il y a un contexte international avec une Italie incertaine, avec les tensions commerciales transatlantiques, avec une Turquie avec laquelle on est très engagés qui ne va

pas bien, qui fait que la croissance est moins forte. Il y a des décisions à prendre mais certainement pas en prenant un petit peu à chacun, en affaiblissant chaque ministère, plutôt qu'en cherchant des axes forts.

Q - Merci, merci Nathalie Loiseau, ministre des affaires européennes, d'être venue en direct ce matin sur Europe 1, bonne journée.

R - Merci à vous./.